

Chambre des Représentants.

Séance du 9 mai 1906

Proposition de loi sur l'emploi de la langue flamande en matière répressive dans l'arrondissement de Bruxelles.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Le rapport de la section centrale qui a examiné le budget de la justice pour l'exercice 1906 s'exprimait comme suit :

« Un récent et retentissant procès d'assises a attiré l'attention sur les abus qu'une législation incomplète sur l'emploi des langues continue à entraîner en matière répressive.

» Dans une affaire d'assises, provoquée par un crime monstrueux, on a vu des accusés, qui ne parlaient que leur langue d'origine, soumis dans l'arrondissement de leur lieu de naissance à une procédure d'information, à une instruction, à des débats publics ; puis accusés, et quelques-uns condamnés à la peine capitale, en une langue qu'ils ne comprenaient point.

» L'émoi a été considérable.

» Personne, certes, n'a critiqué la décision que la justice a prononcée. Mais la presse, tant de langue française que de langue flamande, la presse de tous les partis a signalé le côté choquant des formes dont cette décision s'est entourée.

» Après les lois que le Parlement belge a votées en 1873, en 1889 et en 1891, il n'est plus besoin de faire ressortir que c'est pour les prévenus et les accusés une condition essentielle de leur défense, pour la justice une garantie contre des méprises fatales que d'employer la langue de ceux dont elle met en question l'honneur et la liberté, pour ne pas dire l'existence même.

» Ce qui n'est point justifié, c'est la façon dont la procédure en matière répressive, tant au correctionnel que devant la Cour d'assises, est organisée dans l'arrondissement de Bruxelles.

» L'article 13 de la loi de 1889 semblait avoir réglé la question d'une manière satisfaisante pour la procédure suivie devant le tribunal correc-

tionnel et le juge de police. Il dispose que les deux langues y seront employées, pour l'instruction et le jugement, selon les besoins de chaque cause. Si l'inculpé ne comprend que la langue flamande, il sera fait emploi de cette langue conformément aux dispositions des articles précédents, appliqués dans les provinces essentiellement flamandes.

» « L'instruction et le jugement », dit l'article. La Cour de cassation a décidé que la loi n'a point voulu comprendre dans « l'instruction », les actes de l'information préliminaire, ni même la citation à comparaître à l'audience.

» Il y a donc des procès-verbaux qui actent en langue française des déclarations faites en flamand. Et il est de pratique courante, devant le tribunal correctionnel de Bruxelles, de citer en langue française des prévenus au sujet desquels le procès-verbal initial a été dressé par les autorités locales en langue flamande, et que le bulletin de renseignements indique comme ne sachant que la langue flamande.

» Ces mêmes prévenus comparaissent devant des juges qui ne les comprennent pas toujours, ou qui les comprennent insuffisamment. Car l'article 49 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques n'exige pas la connaissance du flamand de la part des magistrats qui ont été nommés avant le 1^{er} janvier 1895.

» Devant la Cour d'appel, la situation a été réglée conformément aux exigences de la justice par la loi du 4 septembre 1891, et l'application de cette loi n'a point donné lieu à critiques.

» Pour la procédure d'assises, il n'y a rien, sinon l'article 14 de la loi de 1889, ainsi conçue : « La Cour d'assises du Brabant sera toujours présidée par un magistrat connaissant le flamand. »

» Les débats, on a pu le constater dans l'affaire à laquelle il vient d'être fait allusion, s'y font sans les garanties essentielles pour le respect du droit des accusés.

» Que faudrait-il ?

» Il faudrait, à tous les degrés de l'instruction, que les dépositions fussent reçues dans la langue dans laquelle elles sont faites ; que les inculpés fussent interrogés par des magistrats instructeurs parfaitement à même de les comprendre ; que les prévenus fussent cités à comparaître dans la langue qui est la leur ; que le tribunal correctionnel de Bruxelles, qui compte actuellement trois chambres, eût une chambre flamande, de même que la chambre correctionnelle de la cour, qui a deux sections, a une section flamande.

» Il faudrait, enfin, qu'il y eût une seconde série de jurés devant l'une desquelles s'organiserait, suivant les cas, une procédure criminelle dans les mêmes conditions que dans les provinces d'Anvers, de Limbourg et des Flandres. »

Ces lignes expliquent et justifient le dépôt de la présente proposition de loi. Les principes qu'elle applique n'ont jamais été contestés par le Parlement. Ce sont ceux des lois du 17 août 1873 et du 3 mai 1889. Mais en ce qui concerne l'arrondissement de Bruxelles, la législation est restée imprécise et incomplète.

Une loi est nécessaire pour réformer la procédure usitée devant la Cour d'assises.

En ce qui concerne les tribunaux correctionnels et de police, si l'on peut arriver par d'autres voies à mettre la pratique d'accord avec les exigences de la justice, il est utile néanmoins, nécessaire même en présence des interprétations auxquelles les textes ont donné lieu, de formuler nettement les règles qu'il faut suivre.

La présente proposition de loi a pour but de compléter la loi du 3 mai 1889. Elle en suit le texte d'aussi près que possible.

*
* *

ARTICLE PREMIER.

Il apporte quelques modifications aux articles 13 et 14 de la loi précitée.

C'est le texte de l'article 13 qui a donné matière à discussion, et il importe de lui rendre toute la valeur qu'il avait, pensons-nous, dans la pensée de ses auteurs.

Il se trouve donc complété dans son paragraphe 1^{er} par la mention expresse de l'information et de l'instruction préparatoire, parmi les actes de la procédure qui sont assujettis à la loi. Il indique aussi qu'en parlant du jugement, la loi s'applique tout à la fois et au prononcé et à l'exécution de celui-ci.

Les paragraphes 2 et 3 renferment cette règle que c'est dans la langue parlée par l'inculpé que se fera la procédure.

C'est un principe d'élémentaire justice qu'un citoyen soit poursuivi et jugé par les tribunaux de son pays dans la langue qui est la sienne et dont l'emploi est pour lui une garantie essentielle.

S'il ne parle que le flamand, la loi actuelle exige déjà qu'il en soit fait usage. Il reste juge néanmoins des moyens à employer pour sa défense. Il lui est loisible de faire choix de tel conseil qu'il voudra, et « il reste toujours libre de faire présenter sa défense, soit en français, soit en flamand. » (Art. 10 de la loi du 3 mai 1889.)

Les lois de 1873 et de 1889 avaient consacré, en ce qui concerne l'emploi de la langue flamande, le principe de la territorialité. Il avait paru nécessaire d'excepter de son application l'arrondissement de Bruxelles, dont la population manque d'homogénéité. Dans une pareille situation, la présomption qui se trouvait à la base de la loi n'avait plus la même valeur, et le Parlement estima qu'elle devait fléchir. Afin de respecter les droits de tous, la loi prescrivit que l'on s'informât dans chaque cas particulier de la langue parlée par les inculpés et prévenus, et elle statuait que la langue flamande serait employée, s'ils ne parlaient que celle-là.

Le nouveau texte est plus large. Qu'il parle ou non les deux langues, c'est l'intéressé lui-même qui détermine celle qu'il y a lieu d'employer et il fixe son choix dans la plénitude de son droit.

Ce sera pour lui la consécration du droit naturel, qui lui est garanti par l'article 23 de la Constitution. Les lois de 1873 et de 1889 ont entendu le sauvegarder en matière répressive, et la loi du 22 mai 1878, dans son article 2,

fait une nouvelle application du droit individuel des citoyens en matière administrative.

Le deuxième paragraphe de l'article 13, modifié, dispose que les inculpés, prévenus et témoins seront interpellés sur la langue dont ils demandent qu'il soit fait usage. Celle que choisira l'inculpé ou le prévenu sera adoptée pour la suite de la procédure.

En ce qui concerne les témoins, la règle est la même.

Le texte de la proposition se borne à statuer qu'ils seront interpellés sur le choix de la langue dont ils veulent se servir. Il est important que leur déposition soit actée dans cette langue. Il ne peut être toléré qu'elle soit livrée aux hasards d'une traduction plus ou moins fidèle. Si le texte proposé ne s'exprime pas, à cet égard, d'une manière formelle, c'est que cela était inutile en présence du paragraphe final, remplaçant l'alinéa 3 ancien.

Il y est fait application à l'arrondissement de Bruxelles des articles 3 et 11 de la loi de 1889, et parmi eux se trouve la disposition de l'article 4 qui exige que les dépositions des témoins soient consignées dans la langue dans laquelle elles ont été reçues.

L'article 13bis nouveau a un double but.

Il implique d'abord que les magistrats qui poursuivront l'instruction seront à même de faire celle-ci dans la langue de l'inculpé.

Il semble qu'il ne faudrait pas de loi pour réaliser ce but. Ce n'est pas seulement la stricte justice vis-à-vis de l'homme dont les intérêts les plus graves sont en jeu, c'est encore la sûreté même des investigations du juge qui exigent que la communauté du langage s'établisse entre le prévenu et lui. Il doit en être ainsi à toutes les phases de l'instruction préparatoire ou définitive.

Cette disposition assure aussi l'institution au tribunal correctionnel d'une ou de plusieurs chambres flamandes, suivant qu'il sera nécessaire.

Le système de l'organisation bipartite a été organisé par la loi du 4 septembre 1891 en ce qui concerne les Cours d'appel, et il fonctionne à Bruxelles et à Liège avec les résultats que l'on en attendait. Les affaires flamandes sont attribuées à une section spécialement composée à cet effet, et qui juge les prévenus flamands. Pourquoi faut-il qu'il en soit autrement en première instance ?

La disposition rappelle l'article 207bis, ajouté à la loi d'organisation judiciaire par la loi du 4 septembre 1901, Cet article pourvoit au remplacement des magistrats que l'ignorance de la langue dont il est fait usage empêcherait de siéger.

*
* * *

L'article 14 de la loi de 1889 contient une disposition unique, relativement à l'emploi du flamand devant la Cour d'assises du Brabant.

La loi n'organise aucune procédure spéciale devant cette Cour pour les accusés flamands. Il est certain que seule une procédure française y est possible. Cette situation, inique pour le prévenu flamand qui ne comprend que sa langue, ne résultât-elle point des textes, les débats d'une affaire

plaidée le 4 de ce mois, l'auraient établie irréfutablement. La loi se borne à exiger du magistrat qui préside la Cour la connaissance de la langue flamande. Ce texte est général et trouve son application, quelle que soit la nature de l'affaire déferée à la Cour d'assises. Il conservera son utilité en toutes matières ; car le président de la Cour pourra toujours se trouver dans le cas d'avoir à interroger des témoins, si non des accusés flamands. Mais la proposition de loi a en vue d'organiser une Cour d'assises flamande en Brabant.

Il est indispensable que la Cour entière soit, comme le sera le jury, composée de membres connaissant la langue dans laquelle se fera la procédure à l'audience.

* * *

L'article 146^{bis} applique aux affaires criminelles les dispositions de l'article 13, relatives à l'instruction et aux débats. Cela n'a pas besoin, pensons-nous, de justification.

* * *

ART. 2.

Cet article, relatif à la composition du jury, ajoute à certaines dispositions de la loi d'organisation judiciaire, en vue de rendre possible la composition d'un jury flamand.

Il suffira de former dans les arrondissements de Bruxelles et de Louvain deux listes de jurés, dont l'une sera composée de citoyens connaissant la langue flamande.

Afin d'arriver à ce résultat, il est nécessaire de compléter les articles 102, 104 et 108 de la loi d'organisation judiciaire.

L'honorable M. Coremans, auteur de la proposition de loi de 1873, avait déjà proposé la formation d'un jury flamand à Bruxelles.

La Chambre jugea l'idée irréalisable à cause de la difficulté de composer un pareil jury. Mais les statistiques données au cours de la discussion de cette loi ne sont plus celles d'aujourd'hui.

L'article 98 de la loi de 1869 indique la composition de la liste générale des citoyens parmi lesquels sont pris les jurés. Or, la liste dressée pour 1906 par la députation permanente du Conseil provincial du Brabant comprend :

Pour l'arrondissement de Bruxelles . . .	4,585 inscrits.
— Louvain . . .	524 —
— Nivelles . . .	340 —

Il sera aisé de trouver dans les deux premiers de ces arrondissements un nombre suffisant de personnes aptes à constituer un jury flamand.

ART. 3.

Le personnel judiciaire est soumis à un roulement annuel qui est réglé par les articles 193 et suivants de la loi de 1869. Il y avait lieu de mettre le texte de l'article 194 en rapport avec les dispositions nouvelles.

Le texte proposé apporte aussi, dans un but de clarté, une modification à la rédaction de cet article, en déplaçant les mots « autant que possible ».

Ce qui importe surtout dans cette disposition, c'est le paragraphe final.

L'exécution de la loi sur l'emploi des langues doit toujours être assurée. Cette disposition déroge aux règles admises pour le roulement annuel, s'il ne peut avoir lieu d'après ces règles sans porter atteinte aux principes de la loi.

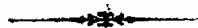
ART. 4.

Il ne fait que reproduire une prescription qui est usuelle.

* * *

Tel est le mécanisme des dispositions que nous avons l'honneur de soumettre à l'examen de la Chambre. Il n'est point besoin d'ajouter qu'elles n'ont d'autre but que de consacrer le respect de droits dont la légitimité n'est plus mise en question, et de porter remède à une situation abusive qui a frappé l'opinion publique.

J. VAN DER LINDEN.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Les articles 13 et 14 de la loi du 3 mai 1889, concernant l'emploi de la langue flamande en matière répressive, sont modifiés comme suit :

Art. 13, § 1^{er}. — Devant les tribunaux correctionnels et de police de l'arrondissement de Bruxelles, la langue française et la langue flamande seront employées pour les divers actes de la procédure, y compris l'information et l'instruction préparatoire, ainsi que pour le prononcé et pour l'exécution du jugement, selon les besoins de chaque cause.

§ 2. Si l'inculpé ou le prévenu ne comprend que la langue flamande, il sera fait emploi de cette langue à moins qu'il ne fasse usage du choix qui lui est réservé ci-après.

§ 3. L'inculpé ou le prévenu et les témoins seront interpellés sur la langue dont ils demandent qu'il soit fait usage.

Il sera fait mention de leur réponse en tête du procès-verbal de leur audition ou de leur interrogatoire.

§ 4. La langue choisie par l'inculpé ou le prévenu sera celle que sera adoptée pour la suite de la procédure.

§ 5. Les dispositions des articles 3 à 11, pour autant qu'il n'y est pas dérogé par le présent article, sont applicables aux poursuites exercées dans l'arrondissement de Bruxelles, quand l'inculpé ou le prévenu demandent que la procédure ait lieu en flamand.

WETSVOORSTEL

ARTIKEL 1.

De artikelen 13 en 14 der wet van 3 Mei 1889 over het gebruik der Vlaamsche taal in strafzaken worden gewijzigd als volgt :

Art. 13, § 1. — Voor de boetstrafelijke en politierechtbanken van het arrondissement Brussel wordt gebruik gemaakt van de Fransche en van de Vlaamsche taal voor de verschillende akten der rechtspleging, het opsporings- en voorbereidend onderzoek daaronder begrepen, alsook voor de uitspraak en voor de uitvoering van het vonnis, naar gelang der behoeften van elk geding.

§ 2. Indien de verdachte of de betichte slechts de Vlaamsche taal verstaat, zal deze taal gebruikt worden, zoo hij niet de keus doet welke hem hierna toegekend wordt.

§ 3. Aan den verdachte, den betichte en de getuigen zal de vraag gesteld worden van welke taal zij verzoeken dat er gebruik gemaakt worde.

Hun antwoord zal in het proces-verbaal vermeld worden bij den aanvang van hun verhoor of van hunne ondervraging.

§ 4. De taal door den verdachte of den betichte verkozen wordt gebruikt voor het vervolg der rechtspleging.

§ 5. De bepalingen der artikelen 3 tot 11, voor zoover daarvan in dit artikel niet wordt afgeweken, zijn toepasselijk op de rechtsvervolgingen in het arrondissement Brussel, wanneer de verdachte of de betichte verzoekt dat de rechtspleging in het Vlaamsch plaats hebbe.

Art. 13bis (nouveau). — La répartition des affaires en vue de l'instruction et de l'audience aura toujours lieu de manière que l'exécution de toutes les dispositions sur l'usage de la langue flamande soit assurée, et que l'empêchement prévu par l'article 207^{bis} de la loi sur l'organisation judiciaire n'existe pas.

Art. 14, § 2. — Dans les affaires dont l'instruction s'est faite en langue flamande, la Cour sera composée de magistrats connaissant cette langue.

Art. 14^{bis} (nouveau). — Les dispositions de l'article 13 sont applicables aux procédures en matière criminelle, qui seront suivies devant la Cour d'assises du Brabant.

ARTICLE 2.

Les articles 102, 104 et 108 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire sont complétés comme suit :

Art. 102, § 2. — Toutefois, la députation du conseil provincial du Brabant dresse, pour les arrondissements judiciaires de Bruxelles et de Louvain, deux listes, dont l'une mentionnera les citoyens connaissant exclusivement la langue française et l'autre les citoyens connaissant la langue flamande.

Art. 104, § 3. — Toutefois, en ce qui concerne la province de Brabant, la liste ainsi réduite de l'arrondissement de Nivelles sera réunie à la première liste réduite des arrondissements de Bruxelles et de Louvain, dont il est question au § 2 de l'article 102, et les secondes listes réduites des mêmes arrondissements seront aussi réunies en une seule.

Art. 108, § 3. — Le président du tribunal de Bruxelles formera une double liste conformément aux dispositions qui précèdent.

Art. 13bis (nieuw). — De verdeling der strafzaken ten aanzien van het voorbereidend onderzoek en van de rechtszitting zal steeds geschieden op zulke wijze dat de uitvoering van al de wetsbepalingen betreffende het gebruik der Vlaamsche taal verzekerd weze, en dat het beletsel voorzien bij artikel 207^{bis} van de wet op de rechterlijke inrichting vermeden worde.

Art. 14, § 2. — In de zaken waarin het onderzoek in de Vlaamsche taal heeft plaats gehad, is het Hof samengesteld uit magistraten die deze taal machtig zijn.

Art. 14bis (nieuw). — De bepalingen van artikel 13 zijn toepasselijk op de rechtsplegingen in lijfstraffelijke zaken behandeld voor het Assisenhof van Brabant.

ART. 2.

Aan de artikelen 102, 104 en 108 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt het volgende toegevoegd :

Art. 102, § 2. — Echter zal de bestendige afvaardiging van den provincieraad van Brabant voor de rechterlijke arrondissementen Brussel en Leuven twee lijsten opmaken, waarvan de eerste de namen zal vermelden van de burgers die alleen de Fransche taal machtig zijn, en de tweede de namen van de burgers die de Vlaamsche taal machtig zijn.

Art. 104, § 3. — Doch, wat de provincie Brabant betreft, zal de aldus beperkte lijst van het arrondissement Nijvel gevoegd worden bij de eerste beperkte lijst der arrondissementen Brussel en Leuven, waarvan melding gemaakt wordt in § 2 van artikel 102, en de tweede beperkte lijsten derzelfde arrondissementen zullen insgelijks in eene en dezelfde lijst versmolten worden.

Art. 108, §§ 3. — De voorzitter der rechtbank van Brussel zal eene dubbele lijst opmaken overeenkomstig de voorgaande wetsbepalingen.

ART. 3.

L'article 194 de la même loi est modifié comme suit :

Dans les cours et tribunaux, il se fait chaque année, par le premier président ou le président, un roulement des conseillers et des juges, autant que possible de manière que chacun d'eux fasse consécutivement le service de toutes les chambres et que chaque chambre soit intégralement renouvelée en trois années et par tiers.

L'exécution des articles 13, 13^{bis} et 17^{bis} de la loi du 3 mai 1889 sur l'usage de la langue flamande devra toujours être assurée.

ART. 4.

La loi du 3 mai 1889, ainsi modifiée, sera réimprimée au *Moniteur* en vertu d'un arrêté royal.

ART. 3.

Artikel 194 derzelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

In de hoven en rechtbanken geschiedt er elk jaar, door de zorgen van den eersten voorzitter of van den voorzitter, eene afwisseling der raadsheeren en rechters, derwijze dat, voor zooveel mogelijk, elk hunner achtereenvolgens den dienst van al de Kamers waarneemt, en dat elke Kamer in drie jaren geheel en al hernieuwd zij telkens bij een derde.

De uitvoering der artikelen 13, 13^{bis} en 17^{bis} der wet van 3 Mei 1889 op het gebruik der Vlaamsche taal moet altijd verzekerd zijn.

ART. 4.

De wet van 3 Mei 1889, aldus gewijzigd, zal in het *Staatsblad* herdrukt worden, krachtens een koninklijk besluit.

J. VAN DER LINDEN.

E. COREMANS.

E. NERINGX.

J. RENKIN.

LÉON DE LANSTHEERE.

AUGUSTE DE BECKER.

(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 MEI 1906.

Wetsvoorstel betreffende het gebruik van de Vlaamsche taal bij de behandeling van strafzaken in het arrondissement Brussel.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het verslag van de Middenafdeeling, belast met het onderzoek der Begrooting van Justitie voor het dienstjaar 1906, drukte zich aldus uit :

« Onlangs kwam voor het Assisenhof eene beruchte zaak waardoor de aandacht werd gevestigd op de misbruiken die in strafzaken voortdurend voortspruiten uit eene onvolledige wet op het gebruik der talen.

» In die zaak — 't gold eene afschuwelijke misdaad — waren beschuldigen betrokken die niets anders spraken dan hunne eigene taal; welnu, in het arrondissement, tot hetwelk hunne geboorteplaats behoort, geschiedde gansch het onderzoek te kunnen laste in eene taal die ze niet verstonden, in deze taal hadden de openbare debatten plaats, in deze taal werden die lieden beschuldigd en in deze taal ook werden enkelen hunner tot de doodstraf veroordeeld.

» Dat verwekte groote opspraak.

» Niemand keurde, wel is waar, de uitspraak van het gerecht af, doch al de dagbladen, zoowel die welke zijn opgesteld in de fransche als die geschreven in de nederlandsche taal en tot welke partij zij ook mochten behooren, hebben doen uitschijnen hoe ergerlijk de vorm was waarmede die uitspraak was omkleed.

» Na de wetten, door de Belgische Kamers in 1873, in 1889 en in 1891 gestemd, is het niet langer noodig aan te toonen dat het voor betichten en beschuldigden eene hoofdvereischte is tot hunne verdediging en voor het gerecht een waarborg tegen noodlottige dwalingen, de taal te gebruiken van hen wier eer en vrijheid, zooniet wier leven zelf op het spel staat.

» Onrechtvaardig is de wijze waarop de rechtspleging in strafzaken, zoo wel voor de boetstraffelijke rechtbank als voor het Assisenhof, in het arrondissement Brussel is ingericht.

» Artikel 13 der wet van 1889 scheen de zaak op bevredigende wijze te hebben geregeld voor de rechtspleging ter boetstraffelijke rechtbank en in politiezaken. Bij dat artikel wordt bepaald, dat, volgens de vereischten van elke zaak, de beide talen er zullen gebezigd worden voor het onderzoek en het vonnis. Verstaat de betichte niets anders dan Vlaamsch, dan wordt deze taal gebruikt overeenkomstig de voorgaande artikelen, die in de hoofdzakelijk Vlaamsche provinciën worden toegepast.

» « Onderzoek en vonnis », zegt het artikel. Het Hof van cassatie heeft beslist dat de wet niet bedoelde, in het « onderzoek » te begrijpen de akten van voorafgaande opsporing en evenmin de dagvaarding om ter rechtszitting te verschijnen.

» Dus worden in sommige processen-verbaal verklaringen, die in 't Vlaamsch werden afgelegd, in het Fransch opgenomen. En bij de Brusselsche boetstraffelijke rechtbank is het een ingeworteld gebruik slechts in de Fransche taal betichten te dagvaarden, tegen wie het eerste proces-verbaal door de plaatselijke overheid in 't Vlaamsch is opgesteld, en die op het inlichtingsblad zijn vermeld als kennende niets anders dan Vlaamsch.

» Diezelfde betichten verschijnen voor rechters welke hen niet altijd of ten minste niet voldoende verstaan. Want artikel 49 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 op het toekennen van academische graden eischt niet dat magistraten, benoemd vóór 1 Januari 1893, Vlaamsch kennen.

» Voor het Hof van beroep werd de toestand ingevolge de eischen van het gerecht geregeld bij de wet van 4 September 1891, en over de toepassing van deze wet werd niet geklaagd.

» Ten aanzien van den rechtshandel voor het Assisenhof, bestaat er niets anders dan artikel 14 der wet van 1889, luidende : « Het Assisenhof van » Brabant wordt altijd voorgezeten door een magistraat die Vlaamsch kent. »

» Zooals in de hierboven bedoelde zaak werd vastgesteld, worden de debatten er gevoerd zonder de noodzakelijke waarborgen van eerbied voor het recht der beschuldigten.

» Wat behoort er te worden gedaan?

» In gansch het onderzoek zouden de getuigenissen moeten worden afgenomen in de taal waarin zij worden gegeven; de aangeklaagden dienen te worden ondervraagd door magistraten-onderzoekers die volkomen in staat zijn ze te verstaan; de betichten behooren te worden gedagvaard in hunne eigene taal; de boetstraffelijke rechtbank te Brussel, die thans drie kamers telt, zou eene Vlaamsche kamer moeten hebben, evenals de boetstraffelijke kamer van het Hof, waar twee afdelingen zijn, eene Vlaamsche afdeling heeft.

» Eindelijk zou er eene tweede reeks juryleden moeten zijn : voor eene dezer reeksen zou, volgens de gevallen, eene strafrechterlijke procedure worden in acht genomen zooals die gevolgd in de provinciën Antwerpen, Limburg en in beide Vlaanderen. »

Bovenstaande bewoordingen verklaren en rechtvaardigen het indienen van dit wetsvoorstel. De beginselen die het toepast zijn nooit door het Parlement betwist geworden. Het zijn die waarop de wetten van 17 Augustus en

3 Mei 1889 berusten. Doch, wat betreft het arrondissement Brussel, is de wetgeving onbepaald en onvolledig gebleven.

Tot hervorming van de rechtspleging welke in gebruik is voor het Assisenhof, is eene wet noodig.

Wat betreft de boetstraffelijke rechtbanken en de rechtbanken van enkele politie, zoo men er door andere middelen kan toekomen de practijk overeen te brengen met de vereischten van het gerecht, is het echter, gezien de uitleggingen waartoe de teksten aanleiding gaven, nuttig, zelfs noodzakelijk, de te volgen regelen klaar en duidelijk te stellen.

Dit wetsontwerp heeft ten doel de wet van 3 Mei 1889 volledig te maken. Het komt den tekst daarvan zooveel mogelijk nabij. *

ARTIKEL 1.

De artikelen 13 en 14 van genoemde wet worden hier gewijzigd.

De tekst van artikel 13 gaf aanleiding tot betwisting; het komt gepast voor daaraan al de waarde te geven welke hij, naar ons oordeel, moest hebben volgens hen die hem aanboden.

Lid 1 daarvan wordt dus aangevuld door de uitdrukkelijke vermelding van het opsporingsonderzoek en van het voorbereidend onderzoek onder de akten der rechtspleging welke aan de wet zijn onderworpen. De tekst duidt ook aan dat, wanneer de wet spreekt van vonnis, zij én de uitspraak én de uitvoering van dat vonnis bedoelt.

De paragrafen 2 en 3 huldigen den regel, dat de rechtspleging moet geschieden in de taal welke door den beklaagde wordt gesproken.

De minste rechtvaardigheid eischt dat een burger door de rechtbanken van zijn land worde vervolgd en gevonnist in de taal welke de zijne is en waarvan het gebruik voor hem hoofdzakelijk een waarborg uitmaakt.

Spreekt hij enkel Vlaamsch, dan eischt reeds de bestaande wet dat van deze taal gebruik worde gemaakt. Niettemin oordeelt hij zelf over de voor zijne verdediging aan te wenden middelen. Het staat hem vrij, zoodanigen raadsman te kiezen als hij wil en hij kan altijd zijne verdediging voordragen hetzij in het Fransch, hetzij in het Vlaamsch (art. 10 der wet van 3 Mei 1889).

De wetten van 1873 en 1889 hadden, wat het gebruik der Vlaamsche taal betreft, het beginsel van territorialiteit gehuldigd. Men had het noodzakelijk geacht het arrondissement Brussel, wiens bevolking gelijkaardigheid mist, aan hare toepassing te onttrekken. Onder deze omstandigheden had het vermoeden, waarop de wet berust, niet meer dezelfde waarde en het Parlement was van gevoelen dat het moest wijken. Ten einde de rechten van allen te eerbiedigen, beval de wet dat men zich, voor elk afzonderlijk geval, zou inlichten over de taal, door de verdachten en betichten gesproken en zij bepaalde dat de Vlaamsche taal zou worden gebruikt indien zij slechts deze taal spraken.

De nieuwe tekst is ruimer. 't Is de belanghebbende zelf, hij spreke al of niet de twee talen, die bepaalt welke taal behoort te worden gebezigd; hij doet zijne keuze in de volle uitoefening van zijn recht.

Voor hem zal het de bekrachtiging zijn van het natuurlijk recht, hem bij artikel 23 der Grondwet gewaarborgd. De wetten van 1873 en 1889 wilden hem een waarborg geven in strafzaken, en de wet van 22 Mei 1878 doet, in haar artikel 2, eene nieuwe toepassing van individueel recht in bestuurszaken.

Het tweede lid van het gewijzigd artikel 13 zegt dat aan de verdachten, belichten en getuigen zal worden gevraagd van welke taal zij verlangen dat er gebruik wordt gemaakt. De rechtspleging zal worden voortgezet in de taal aangenomen door den verdachte of den betichte.

Wat de getuigen betreft, wordt dezelfde regel toegepast.

De tekst van het voorstel bepaalt er zich bij, voor te schrijven dat men hun zal vragen welke taal zij wenschen te bezigen. Het is van belang dat hunne verklaring worde opgeschreven in deze taal. Het mag niet worden geduld dat zij blootsta aan de wisselvalligheden van eene min of meer trouwe vertaling. Zoo de voorgestelde tekst zich te dien aanzien niet op stellige wijze uitdrukt, dan was het omdat het nutteloos voorkwam, gezien de eindparagraaf welke het vroeger lid 3 vervangt.

Daarin worden op het arrondissement Brussel de artikelen 3 en 11 der wet van 1889 toegepast en daaronder komt de bepaling van artikel 4 voor, eischende dat de verklaringen der getuigen worden opgeteekend in de taal waarin zij zijn opgenomen.

*
* * *

Artikel 13*bis* (nieuw) heeft een tweeledig doel.

Het wil, in de eerste plaats, dat de magistraten, die het onderzoek vervolgen, in staat zouden wezen het te doen in de taal van den beklaagde.

Het schijnt dat eene wet niet noodig zou wezen. 't Is niet alleen streng rechtvaardig tegenover den mensch wiens gewichtigste belangen op het spel staan, ook wordt in het belang van de zekerheid der opsporingen van den rechter geëischt dat er gemeenschap van taal bestaat tusschen den verdachte en hem. Dat moet zoo zijn op elk oogenblik van het voorbereidend onderzoek en van het bepaald onderzoek.

Deze bepaling verzekert ook de instelling van ééne of meer Vlaamsche Kamers bij de boetstraffelijke rechtbank, volgens de noodzaligheid daarvan wordt ingezien.

Het stelsel der tweeledige inrichting werd, wat betreft de Hoven van beroep, ingevoerd door de wet van 4 September 1891 en het werkt te Brussel en te Luik, de uitslagen gevende welke men er van verwachtte. De Vlaamsche zaken worden opgedragen aan eene daartoe afzonderlijk samengestelde afdeling, voor welke de Vlaamsche verdachten verschijnen. Waarom moet het anders geschieden in eersten aanleg?

De bepaling herinnert artikel 207*bis* dat aan de wet op de rechterlijke inrichting werd toegevoegd door de wet van 4 September 1901. Dit artikel voorziet in de vervanging van de magistraten die, de taal niet kennende waarvan gebruik wordt gemaakt, zouden verhinderd zijn te zitten.

*
* * *

Artikel 14 der wet van 1889 behelst een enkele bepaling betreffende het gebruik van het Vlaamsch voor het Assisenhof van Brabant.

Door die wet wordt geene afzonderlijke wijze van rechtspleging ingevoerd voor 't geval Vlaamsche beschuldigten voor dat Assisenhof verschijnen. Stellig is daar alleen eene Fransche rechtspleging mogelijk. Indien deze voor den Vlaamschen beklaagde, die alleen zijne taal verstaat, onrechtvaardige toestand niet voortvloeide uit de teksten, dan zouden de debatten van eene op 4 Mei behandelde zaak het onwederlegbaar hebben bewezen. De wet bepaalt er zich bij, van den magistraat, die het Hof voorziet, de kennis van de Vlaamsche taal te eischen. Deze tekst is algemeen en vindt zijne toepassing, welke ook de aard van de naar het Assisenhof verwezen zaak moge wèzen. Hij zal van nut zijn in elke zaak, want het kan altijd gebeuren dat de voorzitter van het Hof Vlaamsche getuigen, zooniet Vlaamsche beschuldigten moet onder-
vragen. Doch het doel van het wetvoorstel is, een Vlaamsch Assisenhof in Brabant in te richten.

Het is volstrekt noodzakelijk dat gansch het Hof, zooals de jury, samengesteld zij uit leden die de taal kennen waarin de rechtspleging ter rechtszitting geschiedt.

*
* * *

Artikel 14bis past op de lijfstraffelijke zaken de bepalingen van artikel 13 toe; zij betreffen het onderzoek en de debatten. Dat behoort, denken wij, niet te worden gerechtvaardigd,

ART. 2.

Door dit artikel, dat betrekking heeft op de samenstelling van de jury, worden enkele bepalingen van de wet op de rechterlijke inrichting aangevuld ten einde het mogelijk te maken een Vlaamsche jury samen te stellen.

Het zal volstaan, in de arrondissementen Brussel en Leuven, twee lijsten van gezworren samen te stellen, waarvan ééne bevattende de namen van burgers die de Vlaamsche taal machtig zijn.

Om tot dezen uitslag te geraken, is het noodig de artikelen 102, 104 en 108 van de wet op de rechterlijke inrichting aan te vullen.

Reeds had de achtbare heer Coremans — van wien de wet van 1873 is uitgegaan — gevraagd dat eene Vlaamsche jury in Brabant worde samengesteld.

De Kamer beschouwde het denkbeeld als niet te verwezenlijken, daar het samenstellen van eene soortgelijke jury moeilijk zou kunnen geschieden. Doch de statistieken, welke in den loop van die beraadslaging over de wet werden bijgebracht, zijn niet meer dezelfde als de hedendaagsche.

Artikel 98 der wet van 1869 bepaalt de samenstelling van de algemeene lijst der burgers waaronder de gezworren worden genomen. Welnu de lijst, welke voor 1906 werd opgemaakt door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad van Brabant, bevat :

Voor het arrondissement Brussel . . . 4,585 ingeschrevenen ;

— Leuven . . . 524 —

— Nijvel . . . 340 —

In de eerste twee van deze arrondissementen zal men gemakkelijk een toereikend getal geschikte personen vinden tot het samenstellen van eene Vlaamche jury.

ART. 3.

Het rechterlijk personeel zetelt volgens een jaarlijkschen rooster, vastgesteld door de artikelen 193 en volgende der wet van 1869. 't Was noodig den tekst van artikel 194 in overeenstemming te brengen met de nieuwe bepalingen.

Tot meerdere duidelijkheid wordt ook voorgesteld den tekst van dat artikel te wijzigen door verplaatsing van de woorden « zooveel mogelijk ».

In dit artikel is vooral de slotalinea van belang.

De uitvoering van de wet op het gebruik der talen moet altijd verzekerd zijn. Deze bepaling wijkt af van de regelen die zijn aangenomen voor den jaarlijkschen rooster, indien deze niet kan geschieden naar die regelen zonder inbreuk te maken op de beginselen der wet.

ART. 4.

et is slechts de herhaling van eene gebruikelijke bepaling.

* * *

Dat is de samenhang van de bepalingen die wij de eer hebben aan het onderzoek van de Kamer te onderwerpen. 't Is niet noodig er bij te voegen dat zij enkel ten doel hebben den eerbied te huldigen voor rechten, waarvan de wettigheid niet meer wordt betwijfeld en een einde te stellen aan een verkeerden toestand die de openbare meening heeft getroffen.

J. VAN DER LINDEN.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Les articles 13 et 14 de la loi du 3 mai 1889, concernant l'emploi de la langue flamande en matière répressive, sont modifiés comme suit :

Art. 13, § 1^{er}. — Devant les tribunaux correctionnels et de police de l'arrondissement de Bruxelles, la langue française et la langue flamande seront employées pour les divers actes de la procédure, y compris l'information et l'instruction préparatoire, ainsi que pour le prononcé et pour l'exécution du jugement, selon les besoins de chaque cause.

§ 2. Si l'inculpé ou le prévenu ne comprend que la langue flamande, il sera fait emploi de cette langue à moins qu'il ne fasse usage du choix qui lui est réservé ci-après.

§ 3. L'inculpé ou le prévenu et les témoins seront interpellés sur la langue dont ils demandent qu'il soit fait usage.

Il sera fait mention de leur réponse en tête du procès-verbal de leur audition ou de leur interrogatoire.

§ 4. La langue choisie par l'inculpé ou le prévenu sera celle que sera adoptée pour la suite de la procédure.

§ 5. Les dispositions des articles 3 à 11, pour autant qu'il n'y est pas dérogé par le présent article, sont applicables aux poursuites exercées dans l'arrondissement de Bruxelles, quand l'inculpé ou le prévenu demandent que la procédure ait lieu en flamand.

WETSVOORSTEL

ARTIKEL 1.

De artikelen 13 en 14 der wet van 3 Mei 1889 over het gebruik der Vlaamsche taal in strafzaken worden gewijzigd als volgt :

Art. 13, § 1. — Voor de boetstraf-felijke en politierechtbanken van het arrondissement Brussel wordt gebruik gemaakt van de Fransche en van de Vlaamsche taal voor de verschillende akten der rechtspleging, het opsporings- en voorbereidend onderzoek daaronder begrepen, alsook voor de uitspraak en voor de uitvoering van het vonnis, naar gelang der behoeften van elk geding.

§ 2. Indien de verdachte of de betichte slechts de Vlaamsche taal verstaat, zal deze taal gebruikt worden, zoo hij niet de keus doet welke hem hierna toegekend wordt.

§ 3. Aan den verdachte, den betichte en de getuigen zal de vraag gesteld worden van welke taal zij verzoeken dat er gebruik gemaakt worde.

Hun antwoord zal in het proces-verbaal vermeld worden bij den aanvang van hun verhoor of van hunne ondervraging.

§ 4. De taal door den verdachte of den betichte verkozen wordt gebruikt voor het vervolg der rechtspleging.

§ 5. De bepalingen der artikelen 3 tot 11, voor zoover daarvan in dit artikel niet wordt afgeweken, zijn toepasselijk op de rechtsvervolgingen in het arrondissement Brussel, wanneer de verdachte of de betichte verzoekt dat de rechtspleging in het Vlaamsch plaats hebbe.

Art. 13bis (nouveau). — La répartition des affaires en vue de l'instruction et de l'audience aura toujours lieu de manière que l'exécution de toutes les dispositions sur l'usage de la langue flamande soit assurée, et que l'empêchement prévu par l'article 207^{bis} de la loi sur l'organisation judiciaire n'existe pas.

Art. 14, § 2. — Dans les affaires dont l'instruction s'est faite en langue flamande, la Cour sera composée de magistrats connaissant cette langue.

Art. 14^{bis} (nouveau). — Les dispositions de l'article 13 sont applicables aux procédures en matière criminelle, qui seront suivies devant la Cour d'assises du Brabant.

ARTICLE 2.

Les articles 102, 104 et 108 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire sont complétés comme suit :

Art. 102, § 2. — Toutefois, la députation du conseil provincial du Brabant dresse, pour les arrondissements judiciaires de Bruxelles et de Louvain, deux listes, dont l'une mentionnera les citoyens connaissant exclusivement la langue française et l'autre les citoyens connaissant la langue flamande.

Art. 104, § 3. — Toutefois, en ce qui concerne la province de Brabant, la liste ainsi réduite de l'arrondissement de Nivelles sera réunie à la première liste réduite des arrondissements de Bruxelles et de Louvain, dont il est question au § 2 de l'article 102, et les secondes listes réduites des mêmes arrondissements seront aussi réunies en une seule.

Art. 108, § 3. — Le président du tribunal de Bruxelles formera une double liste conformément aux dispositions qui précèdent.

Art. 13bis (nieuw). — De verdeeling der strafzaken ten aanzien van het voorbereidend onderzoek en van de rechtszitting zal steeds geschieden op zulke wijze dat de uitvoering van al de wetsbepalingen betreffende het gebruik der Vlaamsche taal verzekerd weze, en dat het beletsel voorzien bij artikel 207^{bis} van de wet op de rechterlijke inrichting vermeden worde.

Art. 14, § 2. — In de zaken waarin het onderzoek in de Vlaamsche taal heeft plaats gehad, is het Hof samengesteld uit magistraten die deze taal machtig zijn.

Art. 14bis (nieuw). — De bepalingen van artikel 13 zijn toepasselijk op de rechtsplegingen in lijfstraffelijke zaken behandeld voor het Assisenhof van Brabant.

ART. 2.

Aan de artikelen 102, 104 en 108 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt het volgende toegevoegd :

Art. 102, § 2. — Echter zal de bestendige afvaardiging van den provincieraad van Brabant voor de rechterlijke arrondissementen Brussel en Leuven twee lijsten opmaken, waarvan de eerste de namen zal vermelden van de burgers die alleen de Fransche taal machtig zijn, en de tweede de namen van de burgers die de Vlaamsche taal machtig zijn.

Art. 104, § 3. — Doch, wat de provincie Brabant betreft, zal de aldus beperkte lijst van het arrondissement Nijvel gevoegd worden bij de eerste beperkte lijst der arrondissementen Brussel en Leuven, waarvan melding gemaakt wordt in § 2 van artikel 102, en de tweede beperkte lijsten derzelfde arrondissementen zullen insgelijks in eene en dezelfde lijst versmolten worden.

Art. 108, §§ 3. — De voorzitter der rechtbank van Brussel zal eene dubbele lijst opmaken overeenkomstig de voorgaande wetsbepalingen.

ART. 3.

L'article 194 de la même loi est modifié comme suit :

Dans les cours et tribunaux, il se fait chaque année, par le premier président ou le président, un roulement des conseillers et des juges, autant que possible de manière que chacun d'eux fasse consécutivement le service de toutes les chambres et que chaque chambre soit intégralement renouvelée en trois années et par tiers.

L'exécution des articles 13, 13^{bis} et 17^{bis} de la loi du 3 mai 1889 sur l'usage de la langue flamande devra toujours être assurée.

ART. 4.

La loi du 3 mai 1889, ainsi modifiée, sera réimprimée au *Moniteur* en vertu d'un arrêté royal.

ART. 3.

Artikel 194 derzelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

In de hoven en rechtbanken geschiedt er elk jaar, door de zorgen van den eersten voorzitter of van den voorzitter, eene afwisseling der raadsheeren en rechters, derwijze dat, voor zooveel mogelijk, elk hunner achtereenvolgens den dienst van al de Kammers waarneemt, en dat elke Kamer in drie jaren geheel en al hernieuwd zij telkens bij een derde.

De uitvoering der artikelen 13, 13^{bis} en 17^{bis} der wet van 3 Mei 1889 op het gebruik der Vlaamsche taal moet altijd verzekerd zijn.

ART. 4.

De wet van 3 Mei 1889, aldus gewijzigd, zal in het *Staatsblad* herdrukt worden, krachtens een koninklijk besluit.

J. VAN DER LINDEN.

E. COREMANS.

E. NERINGX.

J. RENKIN.

LÉON DE LANSTHRENE.

AUGUSTE DE BECKER.